

Economie

LE RENDEZ-VOUS FRANCE-ANTILLES DU MARDI

MARIE-ANNE POUSSIN-DELMAS, présidente de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (ledom)

« Outre-mer, l'investissement public est un moteur de croissance essentiel »

Par Céline Guiral
c.guiral@agmedias.fr

Sur le contexte de votre visite, en Guadeloupe puis en Martinique. Elle se fait « dans le cadre de nouvelles orientations stratégiques et missions de l'ledom ». Ça veut dire quoi ?

Il faut rappeler que l'ledom est, depuis le 1er janvier 2017, une filiale de la Banque de France. Les missions qui sont les nôtres sont les missions classiques d'une banque centrale avec d'une part, un axe de stratégie monétaire autour de la circulation de la monnaie fiduciaire, et d'autre part, les services à l'économie avec la cotation des entreprises, le surendettement des ménages et la médiation du crédit. Le troisième pilier recouvre la stabilité financière, c'est-à-dire la surveillance des moyens et des systèmes de paiement. Enfin, il y a le volet « études » sur chacune des géographies sur lesquelles l'ledom est implantée. Nous produisons des documents transverses qui permettent une visibilité sur un certain nombre de secteurs porteurs. En 2019, notre observatoire économique se penchera sur l'économie verte, après l'économie bleue et le tourisme les années précédentes. L'étude sera transversale.

Le point conjoncture

« À l'ledom, nous avons un indicateur trimestriel de climat des affaires, très bien corrélé à la croissance du PIB. La tendance de long terme dessine un environnement économique plutôt résilient mais sans véritable dynamique sous-jacente. Cette forme d'atonie concerne la plupart des secteurs : le secteur primaire, soumis aux aléas climatiques, mais aussi l'agro-alimentaire et le BTP. Même si quelques grands chantiers sont là, notamment la rénovation du lycée Schoelcher ou l'extension

Il existe également un volet, nouveau, d'éducation économique et financière des publics. Quelle est votre stratégie en la matière ?

En effet, la Banque de France a été nommée opérateur national pour cette stratégie qui consiste à pouvoir diffuser la culture économique à l'ensemble des citoyens. Etant donné que nous avons peu de moyens, nous intervenons par le biais d'acteurs relais. Ce sont, d'une part, les travailleurs sociaux pour atteindre les publics les plus fragiles, et d'autre part, le monde de l'enseignement que nous formons dans le cadre d'un partenariat EducFi, sur des thématiques économiques, financières et budgétaires et qui va cibler, lui, le public des élèves.

En étant basée à Paris, n'est-ce pas un vrai défi pour vous de parvenir à piloter ces neuf agences (1), de la Polynésie aux Antilles ? Il est absolument nécessaire d'avoir ce pilotage centralisé pour travailler sur des travaux thématiques. D'autre part, il est intéressant pour les décideurs, au niveau national, d'avoir cette vision transverse sur l'ensemble des collectivités d'Outre-mer. Il y a une problématique ultramarine et il est bon que la réflexion se fasse à ce niveau.

de l'aéroport, ces deux chantiers ne vont pas retourner la situation du BTP. Le tourisme a bien fonctionné en 2018 avec une progression de 7%. L'investissement des entreprises est assez bien orienté mais la commande publique, depuis quelques années, est extrêmement faible. Or dans les économies ultramarines, l'investissement public est un moteur de croissance essentiel. L'autre étant la consommation des ménages, qui reste assez stable.»



Concernant la mission de participation de l'ledom au développement du territoire, vous aviez justement mis en place des correspondants pour les TPE. Le dispositif a-t-il été identifié ? Est-ce que ça fonctionne ? Nous sommes d'abord partis du constat que les TPE représentent, en France, 20 % de la valeur ajoutée produite et des emplois. On voit bien que la bataille pour l'emploi, défi de l'Outre-mer, ne sera pas gagnée par l'emploi public. Mais bien par la création d'entreprise. Nous avons donc voulu apporter notre participation avec un correspondant TPE par agence. Un créateur a toujours du mal à identifier les acteurs les mieux à même de les aider dans les différentes étapes de leur développement. Notre objectif n'est pas d'être un acteur de plus, mais un point d'entrée susceptible de les diriger vers le bon interlocuteur. En un an, nous avons reçu 70 dirigeants de TPE en Martinique.

Votre déplacement s'inscrit également dans « les récents mouvements sociaux nationaux »... Oui, dans la ligne d'un volet essentiel : le suivi de l'inclusion bancaire, à savoir l'ensemble des me-

sures qui peuvent être prises pour faciliter l'accès des populations financièrement fragiles aux services bancaires de base. Les banques ont pris de récents engagements en la matière. Suite aux mouvements sociaux, le Président de la République a demandé aux banques de faire un effort supplémentaire. Ce dernier va prendre la forme d'un gel des tarifs bancaires aux particuliers en 2019 et de plafonnement des frais d'incident de fonctionnement de comptes pour ces publics fragiles.

Le surendettement est également un sujet de préoccupation pour vos services. Quelle est la situation en Martinique ?

Oui, il y a quelque chose de très notable. Le surendettement reste pour le coup une problématique très hexagonale. Outre-mer, nous comptons 1,5 dossier déposé pour mille habitants en Martinique contre 3,6 en France Hexagonale. L'explication est notamment que les solidarités et l'entraide familiales jouent très certainement mieux ici. La procédure de traitement de surendettement est peut-être, également, moins connue.

(1) Six agences FEDAR et 3 ledom.

ENCHÈRES

Des villas qui cassent la baraque

Le 18 février, à midi, la plateforme de ventes en ligne Agorastore.fr mettra aux enchères la première des trois villas martiniquaises saisies par l'État dans le cadre de l'affaire Sordes. « Nous avons organisé plus de quarante visites pour les biens présentés à la vente », se félicite Zakaria Sbahi chez Agorastore. Un chiffre qu'il qualifie de « franc succès ». Pour rappel, suite à la mise au jour, en 2015, d'une vaste escroquerie aux panneaux solaires dont il était l'auteur, Jacques Sordes, condamné depuis, s'était vu confisquer par la justice pas moins d'une dizaine de biens immobiliers (lire FA Martinique du 17 décembre 2018). Dont trois villas en Martinique situées au Vaudouin, à Saint-Joseph et à Schoelcher.

► <https://www.agorastore.fr>
► (1) Heure de Paris

CHAMBRE DE COMMERCE

Une nuit pour s'orienter

La 6e édition de la Nuit de l'Oriente se tiendra le 16 février sur le Malecon, à Fort-France. L'occasion de découvrir des métiers, d'échanger avec des professionnels, de participer à des conférences mais aussi de passer un bon moment en famille ou entre amis. Parmi les nouveautés de 2019, un Village Tech réunira une dizaine de professionnels dans le domaine des nouvelles technologies. Un spectacle de découverte du Japon est également prévu avec des initiations au japonais.

AGRICULTURE

La Martinique au Salon à Paris

La Chambre d'Agriculture sera présente à l'édition 2019 du Salon International de l'Agriculture (SIA) qui se tiendra du 23 février au 3 mars, à la Porte de Versailles, à Paris. Elle emmène dans son sillage des entreprises locales. Parmi elles cette année : La Bonne crêpe martiniquaise (Crêpes créoles), Kay Maryse (Punchs aux fruits tropicaux), Excellence Glaces (Glaces et sorbets artisanaux), ou encore Doux caprices (Confiseries traditionnelles).

► Les stands de la Chambre d'Agriculture / allées B et C du Hall 5.1 du Parc des expositions - Porte de Versailles - Paris.